

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- FEVRIER 2022 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin février 2022 fait ressortir un déficit budgétaire de 10,5 MM.DH, contre 12,6 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des recettes (+3,3 MM.DH) plus importante que celle des dépenses globales (+1,2 MM.DH).

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales ...

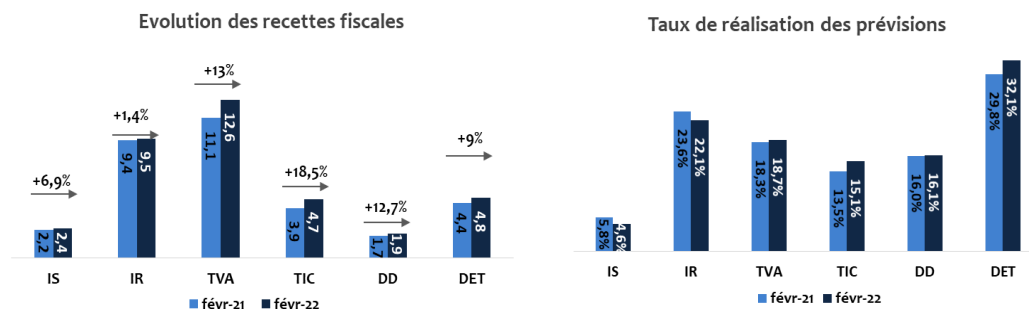
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 3,3 MM.DH ou 9,1%, comparativement à fin février 2021, et un taux de réalisation de 14,8% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales ont affiché globalement un bon comportement, avec une progression de 3,2 MM.DH ou 9,6%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 16,2%. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, ont pour leur part atteint un montant de 1,8 MM.DH, contre 1,3 MM.DH à fin février 2021.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Progression de l'IS de 152 M.DH (+6,9%) suite à l'effet du contrôle fiscal (+126 M.DH, +35,6%) et de la hausse des recettes de l'IS sur les produits des actions (+49 M.DH, +17,6%);
- Augmentation de l'IR de 128 M.DH (+1,4%) grâce notamment aux recettes générées par l'IR sur salaires (+419 M.DH), les opérations de contrôle fiscal (+168 M.DH) et l'IR professionnel (+157 M.DH), conjuguées à un effet de base lié aux recettes exceptionnelles recouvrées en 2021 dans le cadre des opérations de régularisation spontanée de la situation fiscale du contribuable ;
- Baisse des recettes de la TVA à l'intérieur de 106 M.DH (-2%), sous l'effet de la hausse des remboursements TVA (+378 M.DH) ;
- Augmentation de la TVA à l'importation de 1,6 MM.DH (+26,5%) suite à l'augmentation des importations (+40% à fin janvier 2022) ;
- Hausse des taxes intérieures de consommation de 727 M.DH (+18,5%) et des droits de douane de 218 M.DH (+12,7%), en liaison avec la progression des mises à la consommation ;

- Amélioration des droits d'enregistrement et de timbre de 394 M.DH (+9%) recouvrant une hausse des droits d'enregistrement de 258 M.DH et de la TSAV pour un montant de 115 M.DH.



...et amélioration des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales, pour leur part, se sont établies à 2,2 MM.DH contre 2,1 MM.DH à fin février 2021, soit une amélioration de 144 M.DH.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont établies à 814 M.DH contre 614 M.DH à fin février 2021, dont 720 M.DH versés par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie. Les « autres recettes » se sont situées à 1,4 MM.DH, dont 881 M.DH au titre des produits des ministères et 247 M.DH provenant des dons CCG.

DEPENSES

Augmentation des dépenses ordinaires ...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de 4,7 MM.DH (+11%) et un taux d'exécution de 18%.

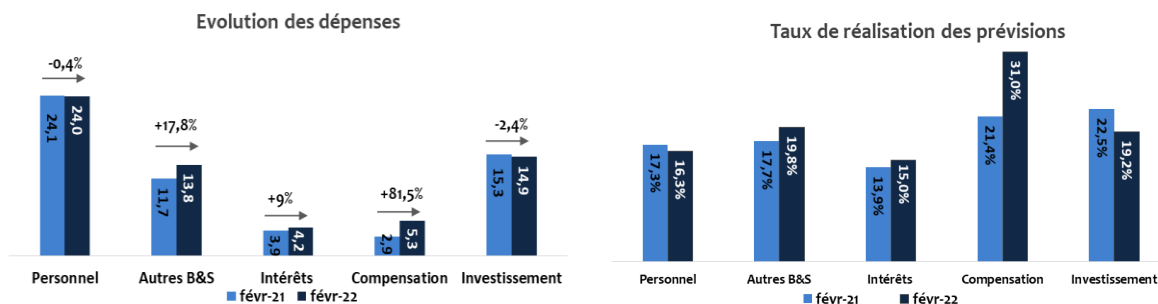
Cette évolution par rapport à fin février 2021 s'explique principalement par la hausse des dépenses de biens et services de près de 2 MM.DH, recouvrant une augmentation des dépenses des « autres biens et services » de 2,1 MM.DH et une légère baisse des dépenses de personnel de 108 M.DH.

Les charges de la compensation ont augmenté, quant à elles, de 2,4 MM.DH en liaison notamment avec la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 856 \$/T contre près de 539 \$/T à fin février 2021. Ces charges ont enregistré un taux d'exécution de 31%.

Les intérêts de la dette ont connu une hausse de 349 M.DH par rapport à fin février 2021 pour se situer à 4,2 MM.DH, recouvrant une augmentation de ceux de la dette intérieure (+626 M.DH) et un recul de ceux afférents à la dette extérieure (-277 M.DH).

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 8,4 MM.DH, contre un solde de -6,9 MM.DH à fin février 2021.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 14,9 MM.DH, contre 15,3 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2022, leur taux de réalisation s'est élevé à 19,2%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 12,8 MM.DH, contre 9,7 MM.DH à fin février 2021.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 8,5 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 19 MM.DH.

Ce besoin, augmenté du flux net des placements sur le marché monétaire (-7,3 MM.DH) et de la baisse des dépôts au Trésor (-0,8 MM.DH), a été couvert par le recours au marché de la dette intérieure et la mobilisation de financements extérieurs pour des flux nets respectifs de 21,7 MM.DH et 0,9 MM.DH.

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de près de 43,1 MM.DH, contre 28,7 MM.DH un an auparavant, et des remboursements en principal pour 21,4 MM.DH, contre 22,6 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 2,2 MM.DH, contre 5 MM.DH à fin février 2021, et des amortissements de 1,3 MM.DH, contre 1,2 MM.DH un an auparavant.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Février	Loi de finances	Février	Février 2022 / Février 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	35 668	262 906	38 921	9,1%	3 253	14,8%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	35 668	257 906	38 921	9,1%	3 253	15,1%
Recettes fiscales	32 974	222 863	36 147	9,6%	3 173	16,2%
- Impôts directs	11 801	97 693	12 183	3,2%	382	12,5%
- Impôts indirects	15 071	98 243	17 251	14,5%	2 180	17,6%
- Droits de douane	1 719	12 027	1 937	12,7%	218	16,1%
- Enregistrement et timbre	4 382	14 901	4 776	9,0%	394	32,1%
Recettes non fiscales	2 067	35 944	2 211	7,0%	144	6,2%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	614	13 985	814	32,6%	200	5,8%
- Autres recettes	1 453	16 959	1 397	-3,9%	-56	8,2%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	627	4 100	563	-10,2%	-64	13,7%
- Fonds de soutien des prix	50	600	34	-32,0%	-16	5,7%
- Fonds spécial routier	577	3 500	529	-8,3%	-48	15,1%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	48 247	335 554	49 450	2,5%	1 203	14,7%
DEPENSES ORDINAIRES	42 585	262 061	47 274	11,0%	4 689	18,0%
Biens et services	35 824	216 967	37 797	5,5%	1 973	17,4%
Personnel (1)	24 142	147 537	24 034	-0,4%	-108	16,3%
Autres biens et services	11 682	69 430	13 763	17,8%	2 081	19,8%
Dettes publiques (2)	3 857	28 075	4 206	9,0%	349	15,0%
Intérieure	3 101	23 390	3 727	20,2%	626	15,9%
Extérieure	756	4 684	479	-36,7%	-277	10,2%
Compensation (3)	2 904	17 020	5 271	81,5%	2 367	31,0%
SOLDE ORDINAIRE	-6 917	845	-8 353	20,8%	-1 436	-988,5%
INVESTISSEMENT	15 320	77 993	14 948	-2,4%	-372	19,2%
dont Fonds spécial routier	0	3 500	0			0,0%
SOLDE DES CST (4)	9 658	4 500	12 772	32,2%	3 114	283,8%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-12 579	-72 648	-10 529	-16,3%	2 050	14,5%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-876		-8 508		-7 631	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-13 455	-72 648	-19 037	41,5%	-5 581	26,2%
FINANCEMENT INTERIEUR	9 632	51 976	18 089		8 458	34,8%
Endettement intérieur	6 074		21 697		15 622	
Autres opérations	3 557		-3 608		-7 165	
FINANCEMENT EXTERIEUR	3 824	20 672	947		-2 877	4,6%
Tirages	5 015	40 000	2 235		-2 780	5,6%
Amortissements	-1 192	-19 328	-1 288		-96	6,7%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autres biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Février	Loi de finances	Février	Février 2022 / Février 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	32 974	222 863	36 147	9,6%	3 173	16,2%
Impôts directs	11 801	97 693	12 183	3,2%	382	12,5%
Taxe professionnelle	25	220	8	-68,0%	-17	3,6%
Impôt sur les sociétés (I.S)	2 201	51 447	2 353	6,9%	152	4,6%
Impôt sur le revenu (I.R)	9 375	43 041	9 503	1,4%	128	22,1%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfécies	18	0	2	-88,9%	-16	-
Taxe urbaine/d'habitation	3	22	1	-66,7%	-2	4,5%
Majorations	174	2 136	282	62,1%	108	13,2%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	0	800	28	-	28	3,5%
Autres impôts directs	5	25	6	20,0%	1	23,7%
Impôts indirects	15 071	98 243	17 251	14,5%	2 180	17,6%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	11 146	67 446	12 600	13,0%	1 453	18,7%
(Intérieure)	5 267	24 346	5 161	-2,0%	-106	21,2%
(Importation)	5 879	43 100	7 439	26,5%	1 559	17,3%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	3 925	30 796	4 651	18,5%	727	15,1%
(Tabacs)	1 527	11 813	1 876	22,9%	349	15,9%
(Produits énergétiques)	2 179	16 995	2 396	10,0%	217	14,1%
(Autres)	218	1 989	378	73,2%	160	19,0%
Droits de douane (D.D)	1 719	12 027	1 937	12,7%	218	16,1%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	4 382	14 901	4 776	9,0%	394	32,1%
RECETTES NON FISCALES	2 067	35 944	2 211	7,0%	144	6,2%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	614	13 985	814	32,6%	200	5,8%
- Autres recettes	1 453	16 959	1 397	-3,9%	-56	8,2%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	627	4 100	563	-10,2%	-64	13,7%
Fonds de soutien des prix	50	600	34	-32,0%	-16	5,7%
Fonds spécial routier	577	3 500	529	-8,3%	-48	15,1%
RECETTES ORDINAIRES	35 668	262 906	38 921	9,1%	3 253	14,8%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	35 668	257 906	38 921	9,1%	3 253	15,1%